

## Pas une voix pour Macron ni pour les autres candidats de la bourgeoisie !

**Militer pour l'unité des organisations du mouvement ouvrier  
contre la mise en œuvre du programme de la bourgeoisie, pour la  
rupture avec le « dialogue social »**

Durant cinq ans, Macron a usé des outils de la Ve République pour gouverner en Président-Bonaparte : recours systématique aux ordonnances, mise en place d'un véritable état d'exception sous couvert d'urgence sanitaire, d'un « conseil de défense » à la main du Président, multiplicité des mesures restreignant les libertés démocratiques... Et il annonce vouloir accélérer les réformes anti-sociales pour appliquer le programme élaboré par le Medef (départ à la retraite à 65 ans, réduction de la fiscalité sur les entreprises, soumission de l'enseignement au patronat...).

À la veille de l'élection présidentielle, la situation n'est pas facile pour la population laborieuse.

D'un côté les candidats de la bourgeoisie, de Macron à Zémour, en passant par Le Pen et Péresse semblent, si l'on en croit les sondages, devoir rafler une large majorité des voix.

De l'autre, du côté de ce que l'on appelle « la gauche », du côté des organisations issues du mouvement ouvrier, c'est l'émiettement et l'éparpillement. Le refus de réaliser l'unité sur une base programmatique claire, conforme aux revendications de travailleurs, va conduire la majorité de ces candidats à des scores dérisoires, inférieurs à 5 %. Un seul candidat – Jean-Luc Mélenchon – a quelques chances de dépasser la barre des 10 %. Et si certains votes se portent sur les candidats de LO et du NPA, ils risquent toutefois d'être eux aussi insuffisants.



### Comment en est-on arrivé là ?

Pendant cinq ans, Macron a multiplié les attaques contre la population laborieuse (offensive contre l'hôpital public et la sécurité sociale, contre les retraites et l'assurance chômage, contre le droit à l'instruction, à la poursuite d'études, à la qualification de la jeunesse, contre le statut des

fonctionnaires...). Il a jeté les bases permettant d'avancer vers la « société sans statuts » qu'il prône dès son programme de 2017.

Ces attaques ont suscité de vastes mobilisations, notamment en défense des retraites, de l'hôpital public, de l'école publique, ainsi que la mobilisation des Gilets Jaunes, la mobilisation contre le pass sanitaire et l'obligation vaccinale...

Mais la politique de collaboration et de discussions menées durant des années par les directions syndicales (par la soumission au dialogue social), par les organisations du mouvement ouvrier qui ont accompagné les réformes, et discuté des projets du gouvernement a désarmé la classe ouvrière. Le prix à payer pour la classe ouvrière risque d'être lourd.

Ce bilan désastreux entrave toute mobilisation électorale en faveur des candidats issus des organisations ouvrières, alors même que du côté de Macron, Pécresse, Zemmour, Le Pen, c'est à qui fera les propositions les plus réactionnaires dans tous les domaines.

## **Recherche d'une alternative électorale à Macron**

Le sentiment de n'être plus représenté par leurs organisations traditionnelles, l'impression qu'aucune de ces organisations ne défend véritablement leurs revendications peut conduire nombre de salariés à l'abstention. Pour autant l'abstention n'offre aucune issue politique.

D'autres iront voter avec la conviction que moins Macron aura de voix, moins les candidats bourgeois auront de voix, au mieux ce sera pour reprendre le combat.

Nombre de travailleurs et de jeunes, dans ce cadre, vont choisir de voter Mélenchon, comme un « vote utile » : non pas que le personnage ou son programme vaille beaucoup mieux que celui du PS, du PCF, mais parce que c'est la seule candidature qui peut-être a des chances de se retrouver au second tour.

## **Préparer les conditions du combat**

Quels que soient les résultats des élections, une chose est sûre : au vu des exigences du Medef, au vu des menaces qui pèsent sur la situation économique et financière internationale, les travailleurs et la jeunesse doivent se préparer à reprendre le combat contre de nouvelles et graves attaques.

Macron, par exemple, n'a pas renoncé à sa réforme des retraites ; il veut en finir avec les fondements même de la sécurité sociale (le financement par les cotisations sociales, une fraction du salaire), poursuivre l'offensive contre l'hôpital public ; aligner l'école publique sur le modèle du privé (large recrutement de personnels précaires, soumission aux normes du projet d'établissement local, aux besoins immédiats des entreprises...). Et l'inflation menace de réduire à peau de chagrin le pouvoir d'achat des travailleurs.

Faire face à ces attaques implique de réaliser au moins deux choses :

- l'unité sur des revendications claires. Par exemple : Aucune dislocation de l'école publique (défense des diplômes de programmes, des statuts nationaux) ; Abrogation de toutes les lois liberticides...
- aucune collaboration avec le gouvernement de la bourgeoisie : il faut en finir avec le dialogue social qui asphyxie les mobilisations.

Corrélativement, sur le terrain international, et alors que Macron multiplie les discussions téléphoniques avec Poutine, il convient de réaffirmer :

- Retrait immédiat des troupes russes de tout le territoire d'Ukraine ! Non à la diplomatie secrète ! Non à l'union nationale avec Macron !